« Il faut aider l'Ukraine parce que c'est notre intérêt dans un monde qui a changé de règle du jeu »

Pascal Ausseur

Débats

Guerre en Ukraine

Alors que les députés se prononcent ce jour sur la stratégie d'aide à l'Ukraine, l'amiral (2S) Pascal Ausseur prévient, dans une tribune au « Monde », que l'issue de cette guerre déterminera la capacité des Européens à rester maîtres de leur destin. Il plaide pour un soutien opérationnel et en matière de renseignement, ainsi que pour une augmentation du budget de la défense.

Publié le 12 mars 2024 à 18h00, modifié le 13 mars 2024 à 16h07 Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

Pourquoi combattre pour l'Ukraine ? Est-ce pour soutenir la démocratie ? Est-ce par solidarité avec un pays qui se revendique européen ? Est-ce pour marquer notre opposition à la loi du plus fort ? Si tel était le cas, comment expliquer notre indifférence aux sorts des Arméniens du Haut-Karabakh, des populations noires au Darfour ou des Rohingya en Birmanie ? Faut-il par ailleurs se préparer à des échanges nucléaires pour punir l'agresseur ? La guerre pour des principes est séduisante, mais elle porte en germe le « deux poids, deux mesures » et la montée aux extrêmes.

La réalité est moins enviable : il faut aider l'Ukraine parce que c'est notre intérêt dans un monde qui a changé de règle du jeu. Et la question qui se pose est : quelle est la meilleure manière de défendre cet intérêt stratégique ?

Cette guerre n'est pas un choix, mais la marque de la période qui s'ouvre, celle des prédateurs. Elle matérialise un monde en rupture dans lequel de nombreux Etats considèrent que l'heure est venue d'asseoir une position plus avantageuse, y compris par la confrontation et la force. Il est derrière nous le temps où les Européens pouvaient espérer façonner leur environnement stratégique et choisir leurs ennemis.

Désormais, les termes qui caractérisent notre époque sont « fracturation », « désoccidentalisation », « antagonisme des puissances émergentes » et « ressentiment des populations du Sud ». Le monde est devenu un champ de bataille géopolitique et économique où chacun tente de récupérer les zones d'influence et les parts de marché qu'offre la nouvelle organisation mondiale.

Repue, oisive, donneuse de leçons

La Chine est en première ligne, ainsi que la Russie, l'Inde et de nombreuses puissances moyennes qui ont le sentiment qu'une fenêtre d'opportunité s'ouvre pour elles : Turquie, Iran, monarchies du Golfe, Afrique du Sud, chacune avec ses atouts et ses faiblesses. Les Etats-Unis ont bien compris le risque et se démènent pour préserver leur prédominance, la Chine en ligne de mire.

Seule l'Europe reste pour l'instant hors du jeu. Elle oscille entre déni et conservatisme, tant elle semble convaincue que ces changements ne peuvent se faire qu'à son détriment et parce que cette logique est aux antipodes de la philosophie pacifiste qu'elle a développée depuis trois générations. Elle semble ne pas comprendre, ou ne pas vouloir comprendre, que le monde se réorganise sans elle et surtout contre elle.

Elle est en effet perçue comme repue, oisive, donneuse de leçons et faible. Sa richesse et son poids dans les organisations multilatérales sont considérés comme les héritages injustifiés d'une époque révolue. L'Europe devient ainsi aux yeux de ses rivaux une proie tentante dont le déclin semble inéluctable et qu'il est légitime de rabattre.

La Russie de Poutine a compris cette nouvelle donne et utilise ces nouveaux champs de forces pour retrouver sa position de grande puissance, qui passe par la reprise de l'ascendant sur une partie du continent européen. Elle attaque à l'ouest pour élargir sa zone d'influence, anticipant le désarroi des Européens face à la violence. Elle attaque au sud, front indirect qui permet d'exploiter le ressentiment venant d'Afrique et du Moyen-Orient, et de faire diversion.

L'Europe désignée comme ennemie

Elle attaque, enfin, au sein de nos sociétés, utilisant un savoir-faire reconnu en matière de manipulation de l'information et de compromission, hérité de l'URSS. Ces stratégies d'influence, au départ orientées vers les extrêmes gauches marxistes, sont aujourd'hui opportunément élargies aux mouvements populistes de droite qui prolifèrent en Europe devant les échecs de la mondialisation libérale. L'Allemagne est une cible particulière grâce aux infiltrations datant de la RDA, amplifiées par la dépendance gazière à la Russie.

Le Kremlin a donc désigné l'Europe comme son ennemie, et la guerre en Ukraine est devenue son champ de bataille principal : si elle gagne, l'Europe aura perdu et tout devient possible, notamment la reprise progressive d'une certaine forme de tutelle ou à tout le moins d'influence sur une partie de l'Europe centrale et orientale. Dans le reste du monde, une défaite de l'Ukraine serait perçue par tous comme une défaite européenne. Elle confirmerait la faiblesse de ce continent définitivement sorti du jeu et devenant ainsi proie tentante pour tous les prédateurs potentiels de l'Est et du Sud.

Newsletter abonnés

« La lettre des idées »

Votre rendez-vous avec la vie intellectuelle

S'inscrire

Une telle défaite, que les atermoiements des Etats-Unis rendent envisageable, serait une très mauvaise nouvelle pour les Européens : au-delà de l'ascendant stratégique majeur que reprendrait la Russie sur le continent et de la perte corollaire de poids et d'autonomie des pays européens, c'est l'image de faiblesse et de lâcheté qui serait renvoyée à nos voisins et pourrait donner le signal de la curée. L'Europe pourrait disparaître de la scène stratégique mondiale.

Cette réalité nous oblige à poser les termes de notre soutien à l'Ukraine, non pas dans le domaine de l'affichage politique, ni dans une logique de compétition entre Européens, mais en gardant à l'esprit l'objectif ultime : conserver la maîtrise de notre continent, vis-à-vis de son compétiteur à l'est mais également vis-à-vis de ceux qui attendent leur heure au sud. L'Ukraine est en guerre et cette guerre, que nous le voulions ou non, nous concerne, car elle déterminera la place des pays européens dans les affaires du monde mais également la capacité qu'ils auront à rester maîtres de leur destin.

Le spectre de l'escalade nucléaire

Se pose alors la question de la nature du soutien à apporter à l'Ukraine, en particulier en cas de retrait américain. Sur le terrain, cette guerre prend la forme d'un combat territorial acharné qui impose de la technologie, de la masse, des effectifs et du courage. La question n'est donc pas d'afficher un soutien politique en évoquant le déploiement en Ukraine de contingents militaires symboliques, mais de répondre à l'appel à l'aide des soldats ukrainiens qui se battent pour préserver notre indépendance collective.

Beaucoup de munitions, des équipements, du soutien opérationnel, du renseignement… voilà l'aide que nous devons apporter. La question du déploiement de combattants pourrait se poser, mais ne peut pas être traitée à la légère, car elle enclencherait un changement de nature de notre soutien. De la même façon, le spectre de l'escalade nucléaire existe et imposera une réflexion sur les limites d'une défaite russe. On en est encore loin.

La guerre en Ukraine est d'une importance exceptionnelle pour la France comme pour les autres pays européens, très au-delà des engagements qui ont été les nôtres lors des dernières décennies. Elle nous impose de tirer les leçons de la dureté de notre monde et de passer d'une société post-historique vouée aux loisirs et au bien-être à une société qui accepte de se battre pour survivre de manière indépendante et préserver ainsi son mode de vie, ses valeurs et ses intérêts dans un monde âpre qui ne nous est plus bienveillant.

Cette transformation copernicienne ne pourra pas se réaliser sans un réarmement massif et rapide de la France et de l'Europe : la cible de 3 % du produit intérieur brut au profit du budget de la défense doit redevenir notre objectif.

Pascal Ausseur est amiral (2S). Il a assumé des responsabilités opérationnelles et dans le domaine politico-militaire, notamment au sein du cabinet militaire d'Hervé Morin et comme chef